

Pourquoi l'euro va inéluc

De Maurice Allais à Milton Friedman, de Pascal Salin à Jean-Jacques Rosa et Gérard Lafay, l'écrasante majorité des économistes français et internationaux s'accorde à considérer que l'euro est condamné, parce que l'Union européenne n'est pas une zone monétaire optimale. Enquête sur un consensus sceptique, qui dessine une quasi-certitude d'échec...

I- Aucune des conditions de départ n'est remplie

Si le Luxembourg réalise 80 % de son produit intérieur grâce aux échanges, notamment avec ses voisins, **le commerce avec les autres pays européens ne représente que 15 à 20 % du PIB des grands pays** (France, Allemagne...). Pour ceux-ci, en termes de risque de change et de coût d'assurance contre ce risque, l'intérêt d'une monnaie unique n'est donc pas très important, d'autant que les fluctuations de change interviennent de façon erratique autour d'un niveau stable ou d'une tendance régulière, qui est prévu par les opérateurs économiques. Les fluctuations importantes et déstabilisantes n'interviennent le plus souvent que lorsqu'une parité fixe a été instaurée par les autorités monétaires : dans l'espoir d'un gros gain spéculatif, les marchés attaquent alors une des monnaies liées dans le change fixe.

La zone euro souffre en outre d'une **faible intégration budgétaire et fiscale** :

au plan fiscal, la France supporte par exemple 7 à 12 points de prélèvements de plus que ses voisins, dans un contexte de concurrence exacerbée par l'unification monétaire. Il n'y a pas de fiscalité unique, ni d'ailleurs de budget unique à l'échelle européenne.

Cette absence d'unification budgétaire et fiscale résulte d'abord de **l'incertitude sur l'homogénéité des préférences monétaires et budgétaires** dans toute la zone euro : l'Allemagne est attachée aux politiques monétaires et budgétaires restrictives, mais les pays du sud de l'Europe ont besoin d'une coûteuse politique d'équipement public, tandis que la France est attachée à sa protection sociale, dont le financement pèse de plus en plus sur les comptes publics. Outre que les choix de politiques à mener peuvent diverger, les structures économiques et sociales de

"...En quelques années, le système s'effondrerait. Comme se sont effondrées toutes les tentatives semblables depuis 50 ans."

Milton Friedman, Prix Nobel d'Economie, 1976.

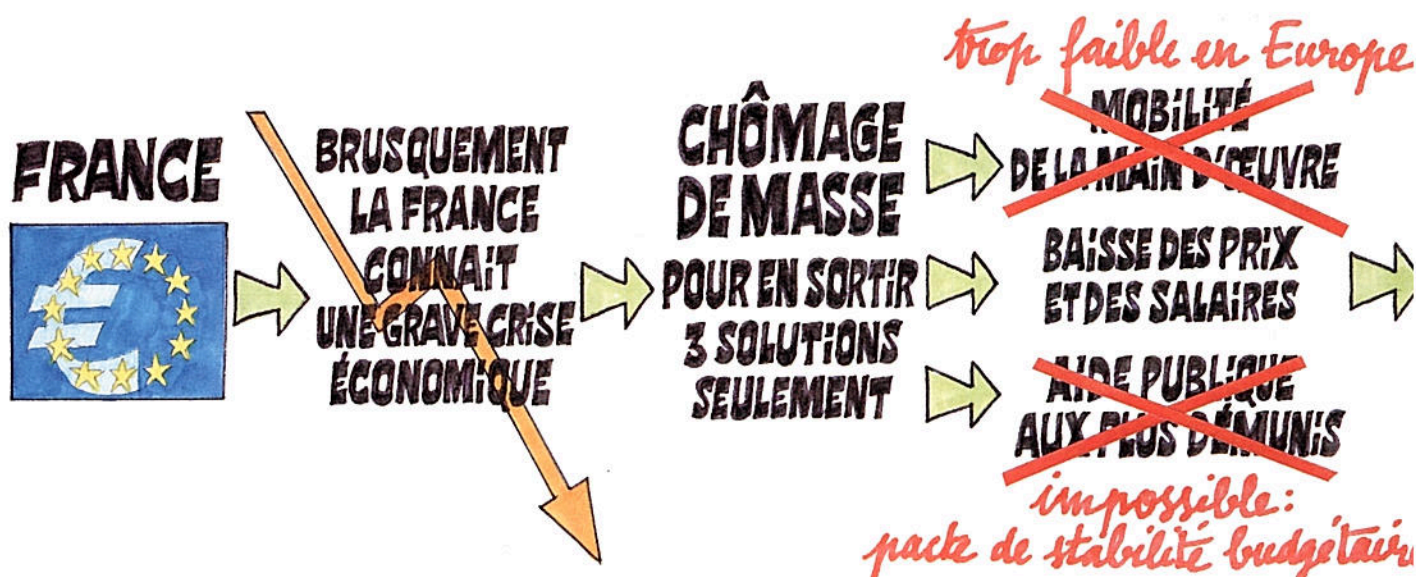
fond sont donc très différentes d'un pays de l'Union européenne à l'autre.

Cette diversité politique économique et sociale recoupe largement **la diversité des cultures nationale en Europe** : diversité linguistique, mais aussi de systèmes de valeurs. La monnaie est avant tout un symbole de souveraineté pour les Anglais, de fierté nationale pour les Allemands et un objet de crainte

pour les Français. Le degré de confiance et d'attachement au numéraire unique sera donc variable d'un pays à l'autre.

II- La monnaie unique relève donc d'une simple décision volontariste

Puisque l'Europe ne remplit pas les conditions auxquelles il est envisageable d'instaurer une monnaie unique, l'euro



tablement s'effondrer...

relève d'une simple pétition de principe politique sur l'unification de l'Europe. En cela, la monnaie unique relève de la vieille utopie de l'empire européen, incarnée dans l'empire carolingien, les rêves de Charles Quint ou de Napoléon.

Les partisans de la monnaie unique pensent que l'on peut construire de toutes pièces une zone monétaire et politique unifiée. La prochaine crise économique montrera aux élites l'étendue de leur erreur, et aux Français, hélas, la tragique violence de la monnaie...

III- L'euro ne résistera pas à une crise économique dans un des pays membres de l'UE

L'économie de marché est cyclique : aux périodes d'expansion succèdent des périodes de ralentissement, voire de profonde dépression. Dès lors, **les pays de l'UE ne peuvent dévaluer**, puisqu'ils n'ont plus de monnaie nationale. En outre, **la main-d'œuvre n'est pas très mobile en Europe** : contrairement à la grande facilité de déplacement qui règne au sein des Etats-Unis, on voit mal les ouvriers français au chômage aller travailler massivement en Allemagne.

Enfin, l'UE n'a pas les moyens de réaliser d'éventuels transferts financiers massifs des pays en crise vers les pays en expansion. Et même si un budget unique apparaissait à l'échelle de l'Europe, combien de temps les "riches" (Allemagne) accepteraient-ils de payer pour les "pauvres" (Grèce, Irlande...), sachant qu'ils paieront de leurs impôts, mais aussi éventuellement du haut niveau des taux d'intérêt un éventuel déficit du budget communautaire.

En l'état actuel des choses, si la France subissait demain une crise économique, elle ne pourrait même pas se servir transitoirement de son propre **outil des dépenses publiques** puisqu'elle est tenue par des règles de déficit minimal (Pacte de stabilité budgétaire). **L'instrument fiscal se heurterait aux règles de l'harmonisation et à la concurrence exacerbée dans le "grand marché unifié". Il ne resterait donc que la solution de la baisse des salaires pour espérer sortir du marasme.** A ce stade, on se retrouve exactement dans le schéma de la crise argentine, au terme de laquelle on a sacrifié la population à une utopie monétaire.

IV- La sortie de la monnaie unique sera alors inévitable

Confrontée à une crise sociale d'ampleur imprévisible, compte tenu de la probable résistance sociale à la baisse des salaires, il ne restera aux pouvoirs publics que le choix entre le chaos ou la paix civile.

Pour préserver celle-ci, deux décisions seulement, distinctes ou conjointes, seront envisageables :

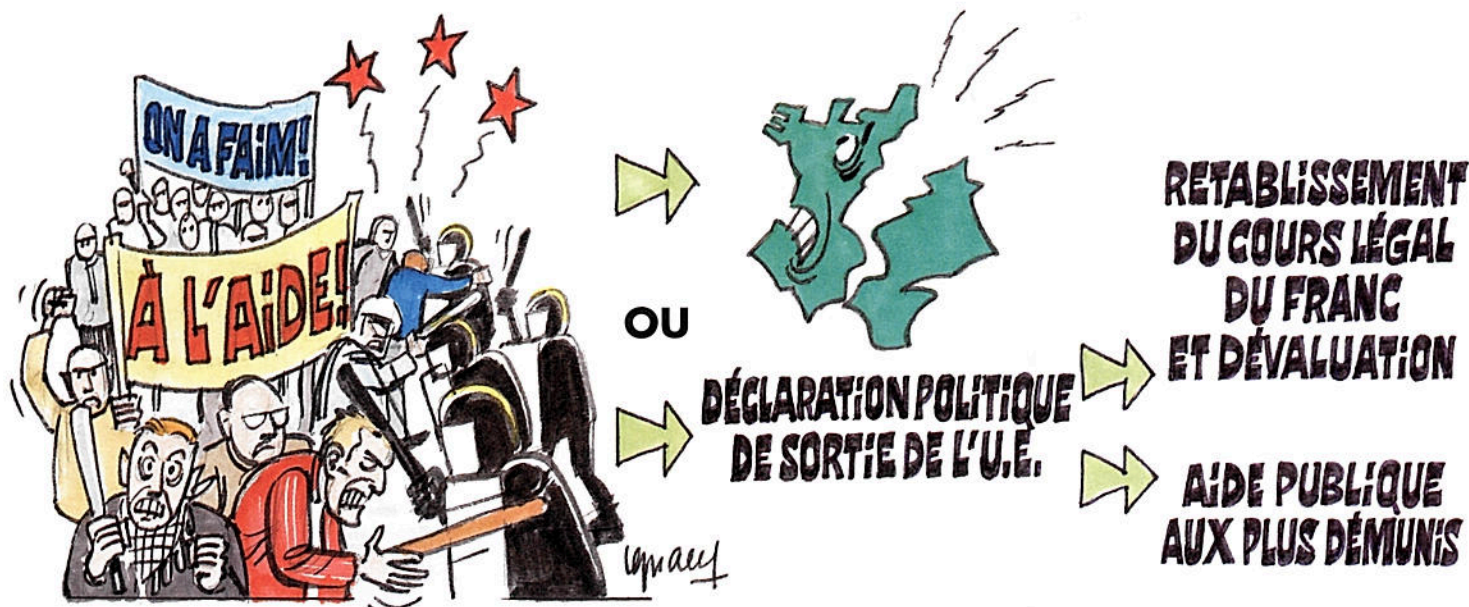
- **la hausse des dépenses publiques** au profit des plus démunis et de l'économie tout entière, ce qui provoquera une crise avec nos partenaires, en raison de la violation du Pacte de stabilité budgétaire et de la hausse du taux d'intérêt européen unique provoquée par un déficit proprement français.

- **Le rétablissement du cours légal du Franc**, pré-

ludera à une dévaluation qui permettra aux autorités de retrouver un peu de marge de manœuvre.

A ce stade, dans la souffrance et la violence, la monnaie unique n'existera plus.

"L'abandon du Franc : une faute politique majeure."
Maurice Allais,
Prix Nobel
d'Economie,
1988.



Le dossier sur l'€uro

Puissant symbole d'unité politique, lien de continuité entre les générations, signe de souveraineté des institutions, la monnaie est au cœur du sentiment national. Peu souhaitable politiquement, une monnaie unique entre plusieurs pays n'est de toute façon techniquement possible que si des conditions strictes sont remplies, ainsi que l'a montré l'économiste Mundell dans sa théorie des "zones monétaires optimales" (1961).

Dossier réalisé par Olivier Martinelli

Monnaie unique Les conditions pour que ça marche

(I) Les 4 conditions nécessaires de départ

Une monnaie unique peut être souhaitable lorsque *les échanges commerciaux entre les pays concernés occupent une place très importante dans le total des échanges et dans la production nationale de chacun d'entre eux (1)*. En effet, le risque de change et le coût d'assurance contre ce risque disparaissent. Seconde condition, une forte *intégration financière, budgétaire et fiscale (2)*. Une monnaie unique implique un marché financier unique et un taux d'intérêt unique : le déficit budgétaire d'un pays ferait monter les taux d'intérêt alors que ceux-ci sont communs à tous, pénalisant l'investissement dans toute la zone. En outre, dans une zone monétaire unifiée, la concurrence est accrue : le niveau de la fiscalité pénalise ou

avantage les uns et les autres. L'intégration budgétaire et fiscale passe donc par un budget unique ou par l'harmonisation complète des politiques budgétaires et fiscales nationales. Il faut donc une forte *homogénéité des choix politiques (3)* pour que la monnaie unique fonctionne, de même qu'une *certaine homogénéité culturelle (4)* entre les peuples concernés (langue, système de valeur), car une monnaie véhicule aussi la confiance des usagers. Pour éviter une crise de défiance vis-à-vis du numéraire unique, les pays impliqués doivent donc partager une certaine communauté de valeurs.

(II) Les 3 conditions impératives de durabilité

Même si les conditions de départ sont remplies, une monnaie unique n'est durable que si chaque Etat peut résister aux

crises économiques qui le frappent spécifiquement. En effet, lorsque l'économie d'un des pays membres de la zone entre en récession, il lui est par définition impossible de dévaluer, puisqu'il n'a plus de monnaie propre. D'autres mécanismes d'ajustement sont donc nécessaires, à l'échelle de la zone elle-même :

- *La mobilité de la main-d'œuvre (1)* : celle-ci va se déplacer du pays frappé par la crise vers les pays en expansion, permettant de résorber le chômage.

- *La baisse des prix et des salaires (2)* : elle permet au pays en crise de diminuer ses coûts de production, donc d'exporter davantage et d'accroître le revenu national.

- *Les transferts financiers entre pays en expansion et pays en crise (3)* : la solidarité budgétaire doit jouer au sein de la zone, pour relancer l'activité là où elle ralentit.

UN EXEMPLE DE RÉUSSITE

Hong Kong

Hong Kong n'a pas de monnaie propre et utilise le dollar. Il y a donc une monnaie commune et unique entre les Etats-Unis et ce territoire. Toutefois :

- **Hong Kong n'est pas une nation**, mais une partie de la Chine : la monnaie n'a donc pas à être un symbole d'unité nationale.
- **L'homogénéité culturelle et économique** est issue de la langue anglaise, très usitée à Hong Kong, et de l'économie financière propre aux deux pays.
- **Les échanges** avec les EU sont essentiels dans la production (flux financiers considérables et absence de droits de douane sur les marchandises).
- **La mobilité de la main-d'œuvre** vers les EU est très importante (émigration de cadres).
- **La flexibilité des prix et des salaires** est très importante sur ce territoire.

La monnaie unique entre les Etats-Unis et Hong Kong est viable et fonctionne bien. Il s'agit d'une "zone monétaire optimale".



UN EXEMPLE D'ÉCHEC

Le "peso-dollar"

La crise argentine est celle d'une monnaie unique. En effet, de la même façon qu'aujourd'hui en Europe, 1 euro (en France) = 1 euro (en Allemagne), depuis 1991, à l'initiative du gouvernement argentin et afin d'éviter le retour de l'inflation, 1 peso (en Argentine) vaut 1 dollar (aux Etats-Unis). En outre, l'Argentine s'est engagée dans une politique de retour à l'équilibre budgétaire.

En 1997, le pays est entré en récession : il comptait 5,5 millions de chômeurs en 2001. L'Argentine s'est accrochée au dogme irréaliste d'une parité de 1 pour 1 en dépit de :

- **L'absence de mobilité de la main-d'œuvre**, puisque les chômeurs ne sont pas allés chercher du travail dans d'autres pays.
- **L'échec de la baisse des prix et des salaires**, puisque cette mesure a été refusée par la société, dans un terrible climat de chaos social (décembre 2001).
- **L'absence de transferts financiers vers les plus pauvres**, le gouvernement argentin s'accrochant à l'objectif d'équilibre budgétaire, et le FMI refusant de verser au pays une tranche d'aide d'1,2 milliard.

Pour sortir de la crise, l'Argentine était contrainte de dévaluer, c'est-à-dire d'abandonner la parité de 1 pour 1, ce qu'elle a fait en janvier 2002. **La zone de monnaie unique américano-argentine n'a pas résisté à une grave crise économique, elle n'était donc pas une "zone monétaire optimale".**

FRANÇAIS
d'abord !

LE MAGAZINE DE
JEAN-MARIE LE PEN

2^e quinzaine janvier 2002 - n° 357 - 2,05€ - 15F



www.francaisdabord.net



POURQUOI L'EURO
VA ÉCHOUER !